

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal – CS 83037  
29334 QUIMPER Cedex

Quimper, le 01 AVR. 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur



**GOUENNOU Frères**

Ty-Ar-Menez  
29470 PLOUGASTEL-DAOULAS

Références : ENV-D-26. 150  
Code AIOT : 0005515212

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement GOUENNOU FRERES implanté Ty Ar Menez 29470 PLOUGASTEL-DAOULAS. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GOUENNOU Frères
- Ty Ar Menez 29470 Plougastel-Daoulas
- Code AIOT : 0005515212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement GOUENNOU FRERES à PLOUGASTEL exploite une chaufferie biomasse d'une puissance thermique maximale de 8 MW. La production de chaleur est destinée à alimenter des serres avoisinantes, dont celles de l'exploitant, ainsi qu'un centre commercial situé à proximité. L'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'enregistrement (APE) en date du 2 juillet 2015.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dispositif de rétention	Arrêté Préfectoral du 02/07/2015, article 2.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Dispositif de rétention	Arrêté Préfectoral du 02/07/2015, article 2.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Dispositif de rétention	Arrêté Préfectoral du 02/07/2015, article 2.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Dispositif de rétention	Arrêté Ministériel du 24/09/2013, article 30.V	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Acoustique	Arrêté Ministériel du 24/06/2013, article 73	Action correctrice	3 mois
8	Rejet dans l'air	Arrêté Ministériel du 24/06/2013, article 64	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 02/07/2015, article 1.2	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 24/09/2013, article 24	Sans objet
9	Matières consommées	Arrêté Ministériel du 24/09/2013, article 11	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'état des réseaux de collecte et de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et de l'installation de défense incendie extérieure ne sont pas compatibles avec les objectifs de prévention des milieux et de sécurité du site. Cette situation révèle des écarts majeurs aux prescriptions contrôlées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rubriques ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2015, article 1.2		
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Rubrique	Nature / volume de activités	régime
2910-B-1	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par <u>les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931</u> et des installations classées au titre de la <u>rubrique 3110</u> ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>Utilisation de biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 chaudière à bois d'une puissance thermique maximale de <b>8,0 MW</b></li> <li>Combustible utilisé composé de 99 % de déchets de bois de catégorie b(v) et de 1 % de plaquettes forestières de catégories a et b(i).</li> </ul>	<b>E</b>
2910-A-2	<p>Installations de combustion.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 chaudière fonctionnant au gaz naturel destinée au chauffage de serres et à la cogénération de puissance thermique maximale de <b>4,586 MW</b></li> <li>1 chaudière de secours fonctionnant au gaz naturel de puissance thermique maximale de <b>5,9 MW</b></li> <li>1 chaudière de secours fonctionnant au gaz-fioul de puissance thermique maximale de <b>5,9 MW</b>.</li> </ul>	<b>DC</b>
<i>E : enregistrement    DC : Déclaration avec contrôles périodiques.</i>		
<b>Constat :</b>		
La situation administrative de l'établissement n'a pas évolué depuis l'application de l'arrêté préfectoral d'enregistrement (APE) du 02/07/2015.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

### N° 2 : Dispositif de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2015, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vanne d'obturation
<b>Prescription contrôlée :</b>
Aménagement des prescriptions générales (article 30 de l'AM du 24 09 2013)
Le dispositif automatique mentionné au 3ème alinéa du paragraphe V de l'article 30 est remplacé par une vanne à commande manuelle.
<b>Constat :</b>
Une vanne à commande manuelle (type boisseau ¼ de tour) est présente en sortie du bassin de confinement. Cette vanne n'a pas pu être manœuvrée pour un essai de vérification car elle n'est pas accessible, en raison de la végétation dense (ronces) autour de la vanne.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Dispositif de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2015, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vanne d'obturation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Aménagement des prescriptions générales (article 35 de l'AM du 24 09 2013)  Le dispositif manuel (vanne de fermeture) cité à l'article 2.1.1. ci-dessus est rajouté à la liste des matériels de sécurité mentionnés à l'article 35. Sa vérification est au moins semestrielle. Elle est enregistrée sur le registre prévu à cet effet ainsi que les suites éventuelles données (maintenance, réparation, remplacement, ...).
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'effectue pas un contrôle périodique semestriel de la vanne de fermeture citée à l'article 2.1.1 susvisé.  L'exploitant n'a pas présenté à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées le registre prévu pour consigner les contrôles périodiques et les suites éventuelles à donner.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Dispositif de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2015, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vannes d'obturation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Aménagement des prescriptions générales (article 36 de l'AM du 24 09 2013)  La procédure de fonctionnement et de mise en service du dispositif manuel (vanne de fermeture) cité à l'article 2.1.1. ci-dessus est rajoutée à la liste des consignes mentionnées à l'article 36. Elle est portée à la connaissance du personnel et mise à jour en tant que de besoin.
<b>Constats :</b>  La vanne de fermeture citée à l'article 2.1.1 susvisé est signalée simplement par un petit écriteau indiquant sa présence.  L'exploitant n'a pas présenté à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées une procédure de fonctionnement et de mise en service de la vanne de fermeture.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
-------------------------------------------------------------------------

<b>Proposition de délais :</b> 1 mois
---------------------------------------

**N° 5 : Dispositif de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2013, article 30.V
---------------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement
--------------------------------------------------------------

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

...

<b>Constats :</b>
-------------------

L'établissement est doté d'un bassin de récupération des eaux susceptibles d'être polluées permettant leur confinement en cas de sinistre. Le bassin n'est pas étanche. Il n'est pas équipé d'une géomembrane ou d'autre dispositif permettant de garantir son étanchéité. De plus, il n'est pas entretenu. Le bassin et ses abords sont couverts d'une végétation abondante.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
-----------------------------------------------

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
-------------------------------------------------------------------------

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------

**N° 6 : Acoustique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2013, article 73
-------------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de bruits
--------------------------------------------------------

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

**Constats :**

Un organisme qualifié (Bureau Veritas) a effectué une campagne de mesure de bruit et d'émergence en 2018. Le rapport conclut à la conformité des niveaux de bruits et d'émergence. Aucune mesure du niveau de bruit et de l'émergence de l'établissement n'a été réalisée depuis 2018.

L'exploitant ne respecte pas la périodicité de 3 ans relative aux mesures de bruit et des émergences de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Action correctrice

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2013, article 24

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôles des installations électriques par un organisme compétent

**Prescription contrôlée :**

...

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Le rapport annuel de vérification effectué par un organisme compétent comporte :

- pour les équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret n° 96-1010 susvisé ; - les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100, version octobre 2010.

Les non-conformités font l'objet d'un plan d'actions précisant leur échéancier de réalisation ; ce plan respecte a minima les exigences du code du travail.

...

**Constats :**

L'exploitant a fourni à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées les rapports de contrôle de l'installation électrique de l'établissement par l'organisme qualifié



APAVE, des années 2024 et 2025. Les 2 rapports annuels relèvent l'absence de danger constaté et de non-conformité. Ces rapports concluent que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 :** Rejet dans l'air

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/06/2013, article 64

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeur limite d'émission (VLE)

**Prescription contrôlée :**

Rejet à l'atmosphère

I. Les installations de combustion, à l'exception des turbines et des moteurs, respectent les valeurs limites d'émission (VLE) suivantes :

COMBUSTIBLES	Oxydes de soufre en équivalent SO <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	Oxydes d'azote en équivalent NO <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )		Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> )	Monoxyde de carbone (mg/Nm <sup>3</sup> )
		P < 10 MW	P ≥ 10 MW		
<b>Biomasse</b>	<b>225</b>	<b>525</b>		<b>50</b>	<b>250</b>
Charbon	1 100	550		50	200
Autres combustibles solides	850	550		50	200
Fioul domestique	170	150		50	100
Fioul lourd	1 700	550	450	50	100
Autres combustibles liquides	850	550	450	50	100
Gaz naturel	35	100		5	100
Gaz de pétrole liquéfiés	5	150		5	100
Biogaz	110	100		5	250
Autres combustibles gazeux	200	200		10	250

**Constats :**

Le rapport de contrôle du 23/03/2025 de l'organisme APAVE indique une non-conformité avec un dépassement de VLE pour l'émission d'oxydes d'azote en équivalent NO<sub>2</sub>. La valeur d'émission relevée est de **673 mg/Nm<sup>3</sup>**, elle correspond à un dépassement de 28% de la VLE (**525 mg/Nm<sup>3</sup>**).

L'exploitant n'a pas mis en place des mesures correctives ni effectué de contrôle supplémentaire par l'APAVE permettant de lever la non-conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 9 : Matières consommées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2013, article 11

**Thème(s) :** Autre, Registre

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant :

- la fiche d'identification de chaque lot ;
- les dates et heures de livraison, l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 10 du présent arrêté ;
- le cas échéant, les résultats d'analyses effectués au titre de l'article 10.

Ce registre comptabilise par fournisseur le tonnage de combustible réceptionné par type de combustible. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées pendant cinq ans.

**Constats :**

L'exploitant tient à jour le registre de gestion des matières combustibles consommées, conformément aux prescriptions de l'article 11 de l'AM du 24/09/2013 susvisé.

La société GUYOT ENVIRONNEMENT est l'unique fournisseur de l'établissement GOUENNOU FRERES. Les tonnages de combustibles réceptionnés pour les années 2024 et 2025 sont respectivement de 6315 (2024) et 7085 tonnes (2025).

**Type de suites proposées :** Sans suite





**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination,  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

## PROJET

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE DE LA SOCIÉTÉ  
GOUENNOU FRÈRES IMPLANTÉE À PLOUGASTEL-DAOULAS

Le Préfet du Finistère,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 24 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2910-B de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2015-07-EI du 2 juillet 2015 enregistrant la société GOUENNOU FRÈRES pour l'exploitation d'une installation de combustion à PLOUGASTEL-DAOULAS ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées du **XX** ;
- VU** le courrier du **XX** adressé en recommandé avec AR à la société GOUENNOU FRÈRES l'informant de la mise en demeure dont elle est susceptible de faire l'objet et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- VU** les observations formulées par l'exploitant par courrier/courriel en date du **XX** et par courriel en date du **XX** ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 30 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2013 susvisé précise que « Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 11 mars 2026, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté que le bassin de confinement de l'établissement GOUENNOU FRÈRES n'est pas étanche et n'est pas entretenu ;

- CONSIDÉRANT** que l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2015 susvisé précise que « *Le dispositif automatique mentionné au 3<sup>ème</sup> alinéa du paragraphe V de l'article 3 est remplacé par une vanne à commande manuelle* » ;
- CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 11 mars 2026, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté que l'exploitant n'est pas en mesure d'actionner la vanne de commande manuelle (vanne de fermeture) du bassin de confinement ;
- CONSIDÉRANT** que l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2015 susvisé précise que « *Le dispositif manuel (vanne de fermeture) est ajouté à la liste des matériels de sécurité mentionnés à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2013. Sa vérification est au moins semestrielle. Elle est enregistrée sur le registre prévu à cet effet ainsi que les suites éventuelles données (maintenance, réparation, remplacement, ...)* » ;
- CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 11 mars 2026, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté que l'exploitant ne dispose pas de registre pour la vanne de fermeture du bassin de confinement, prévu pour consigner les contrôles périodiques et les suites éventuelles à donner ;
- CONSIDÉRANT** que l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2015 susvisé précise que « *La procédure de fonctionnement et de mise en service du dispositif manuel (vanne de fermeture) est ajoutée à la liste des consignes de sécurité mentionnées à l'article 36 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2013. Sa vérification est au moins semestrielle. Elle est portée à la connaissance du personnel et mise à jour en tant que de besoin, ...)* » ;
- CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 11 mars 2026, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté que l'exploitant ne dispose pas de procédure de fonctionnement et de mise en service de la vanne de fermeture du bassin de confinement;
- CONSIDÉRANT** que les manquements relevés en matière d'étanchéité, d'entretien et de fonctionnement de la vanne de fermeture du bassin de confinement représentent un risque accru de déversement d'eaux susceptibles d'être polluées vers le milieu naturel en cas de sinistre ;
- CONSIDÉRANT** que l'article 64 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2013 susvisé précise que « *la valeur limite d'émission (VLE) pour le rejet à l'atmosphère d'oxyde d'azote en équivalent NO<sub>2</sub> d'une chaudière biomasse dont la puissance est inférieure à 10 MW est de 525 mg/Nm<sup>3</sup>.* » ;
- CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 11 mars 2026, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté que les rejets de l'installation de la chaudière biomasse dépassent la VLE de 525 mg/Nm<sup>3</sup> pour le paramètre d'oxyde d'azote ;
- CONSIDÉRANT** qu'en cas de dépassement de la VLE sur l'émission d'oxyde d'azote, le risque de pollution à l'atmosphère rejetée est important ;
- CONSIDÉRANT** dès lors qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, de mettre en demeure la société GOUENNOU FRERES de satisfaire les dispositions

des articles 30 et 64 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2013 susvisé et les articles 2.1.1, 2.1.2 & 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2015 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère

## **ARRETE**

### **Article 1**

La société GOUENNOU FRERES est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants :

- L'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2015 susvisé sous un délai d'**un mois**, à compter de la notification du présent arrêté ;
- L'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2015 susvisé sous un délai d'**un mois**, à compter de la notification du présent arrêté ;
- L'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2015 susvisé sous un délai d'**un mois**, à compter de la notification du présent arrêté ;
- l'article 30 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2013 susvisé sous un délai de **trois mois**, à compter de la notification du présent arrêté ;
- l'article 64 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2013 susvisé sous un délai de **trois mois**, à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2**

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux, opérations ou activités.

### **Article 3**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens dans un délai de deux mois suite à la date de notification du présent arrêté.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

À compter de sa notification et en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 4**

Le présent arrêté sera notifié à la société GOUENNOU FRERES et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
- Monsieur le Maire de PLOUGASTEL-DAOULAS
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.